

Sommaire

-Edito	p.1
-Portrait d'avocat	p.2
-Nos interventions	p.3
-Revue de doctrine, articles	p.4,5
-Textes importants	p.6

Crédit photo : Yannick Monget

Edito :

De plus en plus d'installations classées soumises à garanties financières : vers une nouvelle dimension de la remise en état

Le projet de décret sur les garanties financières qui n'en finissait pas d'être projet, va enfin être prochainement publié. Ce texte, complété par trois arrêtés ministériels est évidemment impactant pour les entreprises qui devront, à tout le moins, se demander : suis-je concernée ? Sous quels délais ? À quelle hauteur ?

Prévu depuis la loi du 30 juillet 2003, le dispositif des garanties financières est vu comme un moyen de lutter contre l'abandon des sites industriels. Déjà existant pour les installations de stockage de déchets, les carrières et les installations soumises à servitudes, le projet de décret vise à étendre les garanties financières aux installations autorisées, voire à certaines installations soumises à enregistrement, relevant de plus de 70 rubriques de la nomenclature ICPE, telles les installations : de traitement de surfaces, de traitement de déchets, de travail mécanique des métaux, de fabrication de papier et carton, de fabrication industrielle de substances et préparations très toxiques, toxiques, dangereuses pour l'environnement...

Cette réforme, qui exclut les installations pour lesquelles la détermination du montant des garanties financières serait inférieure à 50 000 Euros, s'applique de plein droit aux installations nouvelles dès le 1er juillet 2012 ou à compter du 1er juillet 2017, en fonction du type d'installation exploitée et de seuils préalablement définis.

Le projet vise également les installations existantes, pour lesquelles est prévue la mise en oeuvre de garanties financières progressives sur 6 ans ou sur 8 ans si les garanties sont constituées sous la forme d'une consignation.

Le montant des garanties devra couvrir le montant de la mise en sécurité du site et, le cas échéant, le montant des mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines. Cette garantie pourra être constituée par un engagement écrit d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance, une consignation entre les mains de la Caisse des dépôts et des consignations, un engagement d'une société parente située dans l'Union européenne disposant elle-même de garanties financières, un fond de garanties géré par l'ADEME pour les installations de stockage de déchet ou encore un fond de garantie professionnelle privé.

Enfin, un nouvel article R. 516-5-4 prévoit la possibilité pour le Préfet de prescrire la remise en état à un tiers qui en fait la demande. Il ne s'agit toutefois pas véritablement d'un transfert de la responsabilité de la remise en état à un tiers dans la mesure où la responsabilité du dernier exploitant pourra être recherchée en cas de défaillance du tiers et en cas d'impossibilité de mettre en oeuvre ses garanties financières.

Marie-Pierre Maître

Avocate Associée Co-Gérante





Portrait : Maître Elise Merlant

« Le droit de l'environnement : un choix »

Diplômée de l'Ecole de Formation du Barreau depuis un an maintenant, Elise Merlant est titulaire d'un Master I en Droit des Affaires (Université de Paris I - Panthéon Sorbonne), et d'un Master II en Droit d'Environnement de la Santé et de la Sécurité dans les entreprises (Université de Versailles Saint Quentin). Très rapidement, Elise Merlant a souhaité mettre ses connaissances généralistes au profit d'un domaine qui la passionne : le droit de l'environnement. « *Persuadée que le droit des affaires et les problématiques environnementales ne sont pas incompatibles, bien au contraire* », son attirance pour le droit de l'environnement l'a conduit au sein du service Recherches et Veille Juridique du cabinet HUGLO-LEPAGE dirigé par Marie-Pierre MAITRE, service d'ores et déjà composé de Blandine BERGER et d'Ida EMPAIN.

« Un goût prononcé pour le conseil et l'action en amont »

« *C'est l'idée d'agir en amont afin de définir des stratégies, d'anticiper et de limiter les risques de mise en œuvre de la responsabilité administrative civile et pénale qui me passionne dans le Conseil.* » Les activités de conseil d'Elise Merlant sont tournées vers le droit de l'environnement « classique » tels que les installations classées ou les déchets, mais aussi et surtout vers des réglementations plus émergentes comme celle applicables aux produits, et particulièrement aux produits chimiques. En effet, elle a acquis au cours de son expérience professionnelle une véritable expertise en matière de produits chimiques. Ces questions aux forts aspects techniques ne cessent de s'étendre, comme le prouve la question des nanotechnologies.

Ces deux casquettes lui permettent de jongler entre les différentes thématiques du droit de l'environnement, de plus en plus souvent amenées à se recouper. « *Les recoupements entre les différentes disciplines du droit de l'environnement sont particulièrement intéressantes. Ainsi, par exemple, la question du sous-produit met en lumière les connexions entre le droit des déchets et la réglementation produit* ».

Enfin, Elise Merlant intervient au cours d'audits environnementaux et *due diligence* lors de fusions-acquisitions, et de transactions immobilières et commerciales. Ainsi, sur la base d'une solide connaissance du droit de l'environnement, Elise Merlant sait appréhender les impacts stratégiques de cette réglementation pour les industriels, tant sur ses aspects traditionnels que novateurs.

Grâce à une expérience universitaire en Angleterre, et à son stage final qu'elle a réalisé au sein d'un cabinet anglo-saxon, Elise Merlant travaille tant en français qu'en anglais dans son activité de conseil. Si la majeure partie de ses activités se concentre dans le conseil et l'accompagnement des entreprises dans leur mise en conformité avec la réglementation applicable, Elise Merlant est consciente qu'un avocat « complet » sait également traiter des dossiers contentieux. Elle est ainsi régulièrement amenée à traiter de dossiers en contentieux public.

« L'intérêt d'anticiper »

Selon Elise Merlant, un bon avocat se doit « *d'être rigoureux en vérifiant constamment l'applicabilité des textes, en les décortiquant, et en veillant de manière constante à leur évolution* ». Elle estime qu'en matière de conseil, un bon avocat doit être capable de dénicher des informations sur les textes encore en germes, afin d'aider les entreprises à anticiper la réglementation et à l'appliquer le mieux possible. « *Anticiper la réglementation avec les industriels, véritables acteurs du changement* ».

« Une profession au carrefour de plusieurs relations »

« *La richesse de la profession d'avocat est d'être au carrefour de plusieurs relations* ». En premier lieu, il y a bien sûr la relation avec les clients, qui impose une écoute constante et la nécessité de cadrer avec leurs besoins. Mais il y a aussi les relations avec les autres professionnels du droit, ou encore avec les interlocuteurs du Ministère en charge de l'environnement. Enfin, il y a les relations entretenues avec les participants lors des formations, Elise Merlant dispense en effet régulièrement des formations en matière de droit de la santé et de la sécurité au travail.

De plus, Elise Merlant écrit régulièrement dans la presse spécialisée, et participe à l'actualisation et aux commentaires du Code de l'environnement avec les autres membres du cabinet.



Nos interventions:

- **4 octobre 2011 : Ecole des Ponts**
: l'évolution de la réglementation des études d'impact après le Grenelle de l'environnement.
H.CASSARA
- **15 et 16 novembre 2011 : IFORE Ministère de l'environnement** : Formation des inspecteurs des ICPE en droit des déchets.
MP.MAITRE
- **26 octobre 2011 : Réseau IDEAL: 8^{ème} Assises Nationales de l'assainissement non collectif à Metz** : l'assermentation des agents. **F.BRAUD**
- **16 novembre 2011 : EFE Matinée de l'environnement**: Les nouvelles règles de l'étude d'impact et de l'enquête publique.
A.GOSSEMENT
- **7 novembre 2011 : Les rencontres d'Hippocrate : Université Paris Descartes : Tchernobyl, Fukushima : les effets sanitaires de la réactivité nucléaire.** **C.HUGLO**
- **17 novembre 2011 : DII : Le PLU face au Grenelle II.** **F.BRAUD**
- **7 novembre 2011 : LEXISNEXIS à Bordeaux** : Installations photovoltaïques. **C.HUGLO**
- **18 novembre 2011 : CFPA** : Atelier sécuriser et optimiser vos contrats de performance énergétiques. **A.FOURMON**
- **8 et 9 novembre 2011 : CFPA Ministère de l'écologie** : Sensibilisation au droit de l'environnement. **MP. MAITRE/ G.PAUL**
- **21 novembre 2011 : CFPA** : Sécuriser vos demandes d'autorisation ICPE. **MP.MAITRE**
- **10 novembre 2011 : SOLAR PLAZA conférence internationale sur le solaire à Lyon** : Energie solaire.
A.GOSSEMENT
- **21 et 22 novembre 2011 : EFE** : Santé et sécurité au travail. **MP MAITRE/ E.MERLANT**
- **15 novembre 2011 : Cie Nationale des experts de justice en environnement**: La compensation environnementale.
C.HUGLO
- **23 novembre 2011 : EFE** : Les enjeux de la conformité réglementaire pour les entreprises. **MP MAITRE.**
- **15 novembre 2011 : CNPP : REACH.** **E.MERLANT**
- **23 novembre 2011 : Conseil d'Etat** : Cycle démocratie environnementale: l'étude d'impact. **C.HUGLO**
- **25 novembre 2011 : DEMOS** : le suivi du Grenelle de l'environnement : quelles conséquences pour les entreprises. **MP MAITRE.**
- **28 et 29 novembre 2011 : EFE** : Santé et sécurité au travail. **MP MAITRE/ E.MERLANT.**





Crédit photo : Yannick Monget

O
C
T
O
B
R
E

2
0
1
1

Revue de la doctrine et ouvrages généraux sur le droit de l'environnement et de la sécurité

📖 A.Gossement, attaque sur l'éolien offshore : vers une guerre des recours des anti-éoliens? www.greenunivers.com 6 septembre 2011.

📖 A.Gossement, classement des éoliens en ICPE : quelle clarification? Actu environnement 6 septembre 2011

📖 A.Gossement, Maïs OGM: retour d'un sujet explosif dans la campagne présidentielle, AFP 8 septembre 2011.

📖 A.Gossement, biodiversité, la France a signé le protocole de Nagoya. Lemonde.fr 22 septembre 2011.

📖 A.Gossement, biodiversité la France s'engage. Zegreenweb, 24 septembre 2011.

📖 A.Moustardier, un droit sans cesse en évolution pour un développement durable. La Gazette du Palais 23 et 24 septembre 2011.

📖 H.Cassara, l'appréhension de la biodiversité par le droit de l'urbanisme après les lois issues du « Grenelle de l'environnement ». La Gazette du Palais 23 et 24 septembre 2011.

📖 F.Braud, les pouvoirs spéciaux du juge administratif pour garantir le droit d'exploiter une installation classée. La Gazette du Palais 23 et 24 septembre 2011.

📖 S.Nataf, les éoliennes terrestres désormais inscrites à la nomenclature des ICPE. La Gazette du Palais 23 et 24 septembre 2011.

📖 B.Denis, risques industriels et mise en danger de la vie d'autrui. La Gazette du Palais 23 et 24 septembre 2011.

📖 E.Merlant et I.Empain, devenir un sous produit : à quelle condition? La Gazette du Palais 23 et 24 septembre 2011.





Crédit photo : Yannick Monget

O
C
T
O
B
R
E

2
0
1
1

📖 V.Saintaman, liquidation judiciaire et vente de gré à gré d'un site pollué. La Gazette du Palais 23 et 24 septembre 2011.

📖 C.Huglo, l'article 70 de la loi Warsmann : portée et conséquences pour le contentieux de l'environnement. La Gazette du Palais 23 et 24 septembre 2011.

📖 Service recherche et veille juridique du cabinet Huglo Lepage, Chronique de jurisprudence : droit des déchets. La Gazette du Palais 23 et 24 septembre 2011.

📖 A.Moustardier, associé gérant chez Huglo Lepage & Associés, JJ.Uettwiller, associé chez UGGC, LB.Buchman, associé chez Field Fisher Waterhouse, et L.Degos, associé chez K&L Gates, représenteront le barreau d'affaires lors des prochaines élections au Conseil de l'Ordre de Paris. LJA 26 septembre 2011.

📖 MP.Maître et I.Empain, extension des garanties financières : la nouvelle dimension de la remise en état. Environnement & Technique septembre 2011.

📖 B.Berger, la performance énergétique et les énergies renouvelables favorisées dans les projets de construction. Circuméo septembre 2011.

📖 C.Huglo, droit des sols pollués, fin des polices parallèles? Revue environnement et développement durable octobre 2011.

📖 A.Gossement, S.Nataf solaire : un appel d'offres complexe, Systèmes solaires septembre 2011.

📖 A.Moustardier, M.Berthelon, continuité de l'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement : de nouvelles perspectives. BDEI Octobre 2011.





Crédit photo : Yannick Monget

O
C
T
O
B
R
E

2
0
1
1

Textes importants

Pollution atmosphérique

Contenu des bilans d'émission de gaz à effet de serre et des plans climat-énergie territoriaux

Arrêté du 24 août 2011 relatif aux gaz à effet de serre couverts par les bilans d'émissions de gaz à effet de serre

Hygiène & Sécurité des bâtiments

Prévention du risque lié à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis

Décret n° 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis

Modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement de fibres d'amiante

Arrêté du 19 août 2011 relatif aux modalités de réalisation des mesures d'empoussièrement dans l'air des immeubles bâtis

Mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis : nouvelles conditions d'accréditation des organismes

Arrêté du 19 août 2011 relatif aux conditions d'accréditation des organismes procédant aux mesures d'empoussièrement en fibres d'amiante dans les immeubles bâtis

Modalités de réalisation des constats de risque d'exposition au plomb

Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb

Arrêté du 19 août 2011 relatif au diagnostic du risque d'intoxication par le plomb des peintures

Energie

Energies renouvelables et biocarburants : transposition des textes en droit français

Ordonnance n° 2011-1105 du 14 septembre 2011 portant transposition des directives 2009/28 et 2009/30 du Parlement européen et du Conseil du 23 avril 2009 dans le domaine des énergies renouvelables et des biocarburants